

Il est leader du marché national sur le segment insulines

NovoNordisk en attente d'enregistrement de ses nouveaux traitements

La présence de NovoNordisk en Algérie remonte à 1936. Cette année-là, le groupe a introduit, dans le pays, une cargaison d'insuline qu'il fabrique depuis à peine 13 ans. Depuis, sa position n'a cessé de progresser jusqu'à obtenir 60,5% (en volume) des parts de marché national en insulines modernes et 100% en insulines humaines. Selon la statistique de la Fédération internationale du diabète, l'Algérie compte 2,9 millions de diabétiques avec une prévalence de 7,29%. Il a investi, en partenariat avec Saidal, dans deux usines, l'une implantée à Constantine et l'autre à Tizi Ouzou. Lors de son déplacement prochain en Algérie, le P-DG Monde du groupe pharmaceutique danois, Lars Rebien Sørensen, devra impulser l'élargissement de sa production locale à l'assemblage des dispositifs d'injection (stylos), dans l'unité d'Oued Aïssi à Tizi Ouzou. L'insuline en cartouches et en forme sèche de médicaments administrés par voie orale pour diabétiques sont déjà fabriqués dans les deux sites susmentionnés et couvrent jusqu'à 70% des besoins nationaux. "L'Algérie est un marché stratégique pour nous. Nous avons besoin de consolider nos investissements", souligne Maziar Mike Doustar, Senior vice-président for International Operations.

Il s'agit aussi, pour confirmer le statut de leader dans le pays dans l'aire thérapeutique spécifique au diabète, de pouvoir vendre également les traitements développés ces dernières années.

À ce titre, le groupe a présoumis au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le dossier d'enregistrement de deux insulines de nouvelle génération, Tresiba® et Ryzodeg®, en novembre 2012. Il est toujours en phase d'étude pour approbation par le Comité d'experts cliniciens. Par ailleurs, NovoNordisk a obtenu en avril 2014 l'AMM (autorisation de mise sur le marché) de son analogue de l'hormone GLP-1 (premier analogue d'une hormone naturelle qui intervient dans l'équilibre glycémique après l'insuline). Il a aussitôt soumis au ministère du Travail et de la Sécurité sociale un dossier de remboursement de ce produit.

Ce dossier est toujours à l'étude. C'est dire que si le P-DG du groupe parvient à débloquer la situation lors de ses entretiens avec de hauts responsables de l'État, il aurait levé une grosse contrainte à laquelle sont confrontés les représentants locaux du groupe.